



Gouvernement du Québec
Ministère des Relations avec les citoyens
et de l'Immigration

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2002 – 2003

LE CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS est divisé en **QUATRE SECTIONS** identifiées comme suit :

- **TABLE DES MATIÈRES**
- **LES CRÉDITS 2002 – 2003**
- **LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**
- **LES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

2 AVR 16 13:59

ASSEMBLÉE NATIONALE
BIBLIOTHÈQUE

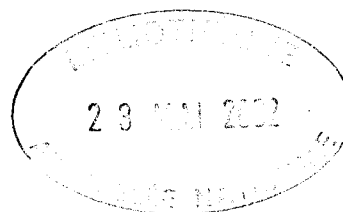


TABLE DES MATIÈRES

PARTIE I - LES CRÉDITS 2002-2003

	PAGE
1. Les crédits 2002-2003	1
2. Les faits saillants	2
3. Les objectifs généraux et les modes d'intervention par direction générale...	5
4. Les crédits détaillés 2002-2003	15

PARTIE II - LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. L'organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone	20
2. La liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :	21
• tirage	
• coût	
• distribution	
• imprimeur	

- 3. La liste des voyages hors-Québec depuis le 1^{er} avril 2001 :** **34**
- endroit et dates du départ et du retour
 - but du voyage
 - personnes rencontrées
 - coût
 - noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre)
 - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés
 - bilan et résultat des rencontres
- 4. La liste des dépenses en publicité (incluant Internet) et des articles promotionnels :** **44**
- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2001-2002 et les prévisions pour 2002-2003
 - la ventilation des dépenses par types de médias
 - les noms des fournisseurs
 - le but visé par chaque dépense
- 5. La liste des sondages effectués et groupes de discussion durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :** **56**
- liste et coût
 - copie des soumissions
 - copie du questionnaire et du résultat
 - firme ayant obtenu le contrat
- 6. La liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande du ministère ou de l'organisme :** **57**
- liste et coût
 - copie des soumissions
 - copie des études
 - firme ou individu ayant obtenu le mandat

- 7. La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2001-2002 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :** **58**
- le nom du professionnel ou de la firme
 - le mandat ou le résultat du contrat (rapport ou document final)
 - la durée du contrat
 - le coût du contrat
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions
- 8. La liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme en 2001-2002 en indiquant :** **59**
- le nom du professionnel ou de la firme
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final)
 - le coût
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions
- 9. La liste détaillée de tous les contrats qui, depuis le 1^{er} avril 2001, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat** **190**
- 10. Le montant, pour l'année 2001-2002, de chacune des dépenses suivantes :** **192**
- la photocopie
 - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation
 - les téléavertisseurs
 - le mobilier de bureau
 - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item)
 - les distributeurs d'eau de source
 - le remboursement des frais de transport
 - le remboursement des frais d'hébergement

- le remboursement des frais de repas
- le ressourcement ou la préparation à la retraite
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec

- | | | |
|------------|--|------------|
| 11. | La liste de tous les véhicules utilisés en indiquant pour chacun : | 194 |
| | <ul style="list-style-type: none"> • la marque et le modèle du véhicule • le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction • les coûts d'entretien des véhicules (réparation) • les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation) • les appels d'offres faits en 2001-2002 et les prévisions pour 2002-2003 • spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres | |
| 12. | Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 2001-2002 ainsi que les prévisions pour 2002-2003. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme | 195 |
| 13. | Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère et organisme | 196 |
| 14. | À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2001-2002, pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) : <ul style="list-style-type: none"> a) nombre total de jours de maladie pris par le personnel b) nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) c) nombre total de jours de vacances pris par le personnel | 197 |

- 15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 2000-2001 : 206**
- a) évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)
 - b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir
 - c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie
 - d) nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)
 - e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires
 - f) nombre de personnes (occasionnels, temporaires et contractuels) en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis cinq ans
- 16. La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux : 209**
- l'emplacement de la location
 - la superficie du local loué
 - la superficie réellement occupée
 - la superficie inoccupée
 - le coût de location au mètre carré
 - le coût total de ladite location
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2001-2002, la nature des travaux et le ou les bureaux visés
 - la durée du bail
- 17. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2001-2002 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles : 210**
- l'emplacement de la location
 - la superficie du local loué

- la superficie réellement occupée
- la superficie inoccupée
- le coût de location au mètre carré
- le coût total de ladite location
- les coûts d'aménagement réalisés en 2001-2002, la nature des travaux et le ou les bureaux visés
- la durée du bail
- le propriétaire et/ou le nom de la firme

18. La liste du personnel du cabinet du ministre en 2001-2002 en indiquant pour chaque individu : 211

- la date de l'entrée en fonction
- la date du départ, s'il y a lieu
- le titre de la fonction
- l'adresse du port d'attache
- la classification
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés
- le montant total des indemnités de départ versées
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève
- la description de tâches
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 2001-2002
- le nombre total d'employés au cabinet
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée

19. La liste des sommes d'argent versées en 2001-2002 à même le budget discrétionnaire : 218

a) du ministre

b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- le nom de l'organisme ou de la personne concernés
- le montant attribué
- le projet visé et le résultat

20.	La liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 2001-2002	226
21.	La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2001-2002 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention	227
22.	La liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc ...) en indiquant :	228
	<ul style="list-style-type: none"> • le poste initial • le salaire • le poste actuel, s'il y a lieu • la date de mise en disponibilité 	
23.	La liste du personnel hors-structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc ...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :	229
	<ul style="list-style-type: none"> • nom de la personne • poste occupé • salaire • assignation initiale • date de l'assignation hors structure • date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu 	
24.	La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :	230
	<ul style="list-style-type: none"> • assignation initiale • assignation actuelle • salaire • période 	

25.	La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :	231
	<ul style="list-style-type: none"> • assignation initiale • assignation actuelle • salaire • période 	
26.	La liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régions régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :	232
	<ul style="list-style-type: none"> • le salaire de la personne • le montant reçu du régime de retraite 	
27.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)	233
28.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le nombre d'ETC alloués au projet GIRES ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet	237
29.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIRES sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété	238
30.	Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIRES	239

31.	Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1994-1995 jusqu'à aujourd'hui	240
32.	Liste de tous les abonnements du ministère et le coût :	241
	<ul style="list-style-type: none"> • livres; • journaux; • magazines; • bulletins électroniques et/ou papiers; • clubs privés ou autres; • billets de saison; • etc. 	
33.	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :	274
	<ul style="list-style-type: none"> • le processus utilisé pour la conception; • le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; • les coûts de construction du site; • le coût de l'entretien et de la mise à jour; • qui est responsable du contenu sur le site; • qui est autorisé à faire des modifications sur le site; • quelle est la fréquence moyenne de mise à jour; • le nombre de visiteurs (hits) par mois; • combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements? 	
34.	Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme ?	287

35.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de missions à l'étranger :	288
	<ul style="list-style-type: none">• la liste des ententes signées et/ou annoncées;• les détails de ces ententes;• les résultats obtenus à ce jour.	
36.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale	289

PARTIE III - LES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

- | | | |
|----|---|-----|
| 1. | Répartition des immigrants, et ce par catégories, admis au Québec en 2000 selon le pays de naissance et la langue parlée en comparaison avec l'année 2001 | 290 |
| 2. | Nombre de demandes d'immigration traitées et nombre de certificats d'autorisation émis au cours de l'exercice 2001-2002, comparaison avec 1999-2000 | 291 |
| 3. | <p>Pour chaque Carrefour d'intégration, nombre d'inscriptions ou nombre de bénéficiaires pour les cours offerts en 2001-2002 dans le cadre :</p> <p style="margin-left: 20px;">a) du Programme national de formation en établissement</p> <p style="margin-left: 20px;">b) du Programme québécois de francisation des immigrants</p> <p style="margin-left: 20px;">c) du Programme d'aide à la francisation des immigrants (à temps partiel et à temps plein)</p> | 293 |
| 4. | Nombre de demandes d'admission et taux d'acceptation par rapport aux candidats admissibles pour 2001-2002. Indiquer le pourcentage de la clientèle potentielle rejointe par les services à temps plein. Données détaillées sur les budgets globaux aux COFIS, pour 2001-2002, comparaison avec 1999-2000. | 296 |
| 5. | Ventilation annuelle, par secteurs d'activité économique, des investissements au Programme «immigrants investisseurs», pour les 5 dernières années. Nombre de certificats de sélection émis par le Québec pour les gens d'affaires pour les 5 dernières années. Ventilation par pays d'origine des immigrants investisseurs admis au Québec en 2001-2002. Indiquer également le montant d'argent qui est actuellement en attente de placement | 298 |

6.	Pour chacun des Services d'immigration du Québec à l'étranger et pour chacun des pays desservis par ces services, indiquer pour l'année 2000-2001 :	304
	a) le nombre de demandes d'immigration	
	b) le nombre de certificats d'autorisation émis	
	c) la catégorie d'immigration	
	d) la langue maternelle et les langues parlées par les immigrants admis au Québec en 2001-2002	
	e) le nombre d'immigrants qui ont obtenu le droit de résidence permanente	
7.	Depuis les cinq dernières années, nombre total de demandes d'immigration traitées, par pays d'origine, en comparaison avec le nombre de certificats d'autorisation émis par pays et le nombre d'immigrants reçus en indiquant leur statut	309
8.	Pour chacun des services d'immigration du Québec à l'étranger, indiquer les effectifs pour le recrutement et la sélection des immigrants, à la fin de l'exercice 2001-2002	314
9.	Nombre de permis de séjour temporaire octroyés en 2000-2001 et 2001-2002 et répartition selon les catégories suivantes : étudiants, travailleurs, cas médicaux	315
10.	Ventilation détaillée des dépenses effectuées par programmes d'intégration en 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001 et prévisions pour 2001-2002	316
11.	Ventilation détaillée des effectifs du ministère pour l'accueil et la formation linguistique en 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002 avec le lieu de travail habituel de chaque employé	337
12.	Liste des mandats reçus par le Conseil des communautés culturelles et de l'immigration en 2001-2002 et copie des consultations, études, recherches et avis effectués par le Conseil en 1999-2000	338
13.	Ventilation et description des dépenses et des projets du Fonds de développement de l'immigration en région, en 2001-2002 et prévisions pour 2002-2003	339

14.	Ventilation du nombre de réfugiés sélectionnés à l'étranger par pays, par langue d'origine, en 2000-2001 en comparaison avec 2001-2002	340
15.	Répartition des immigrants établis au Québec selon la région d'établissement, depuis 1998, en indiquant le pays de naissance et le type d'immigrants	342
16.	Liste des soumissionnaires des services auxiliaires, incluant le montant de la soumission pour chaque publication	344
17.	Liste des documents publiés par le Fonds de publication du Québec en 2000-2001 avec coûts de publication et origine de la demande (ministère ou organisme)	347
18.	Pour 2002-2003, indiquer les sommes prévues pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle particulièrement à l'égard de l'intervention et du traitement des agresseurs	355
51.	Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec	356
52.	Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1)	357
53.	Liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un (des) employé(s) du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années	358

54.	Dépenses effectuées en 2001-2002 par le ministère et ses organismes dans les technologies de l'information :	359
	a) téléphonie	
	b) matériel informatique	
	c) logiciels	
	d) programmation	
	e) formation	

PARTIE I - LES CRÉDITS 2002-2003

1. LES CRÉDITS 2002-2003

MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION

ITRE : CRÉDITS 2002-2003

BUDGETS/ SUPERCATÉGORIES/ CATÉGORIES	PROGRAMME 01	PROGRAMME 02	PROGRAMME 03	PROGRAMME 04	TOTAL
BUDGET DE DÉPENSES					
RÉMUNÉRATION					
Traitements	15 438,7	62 509,4	19 840,8	26 198,8	123 987,7
FONCTIONNEMENT					
Loyers de la S.I.Q.		8 838,6	2 881,1	2 330,0	14 049,7
Amortissement	369,3	2 551,7	230,0	2 100,0	5 251,0
Autres dépenses	4 458,0	15 959,5	2 856,4	5 555,8	28 829,7
Sous-total	4 827,3	27 349,8	5 967,5	9 985,8	48 130,4
TRANSFERT					
Transfert	4 315,9	22 460,0	495,4		27 271,3
CRÉANCES DOUTEUSES					
Créances douteuses				500,0	500,0
TOTAL - BUDGET DE DÉPENSES	24 581,9	112 319,2	26 303,7	36 684,6	199 889,4
MOINS :					
AMORTISSEMENT	369,3	2 551,7	230,0	2 100,0	5 251,0
PLUS :					
BUDGET D'INVESTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS	121,2	1 522,4	304,4	8 200,0	10 148,0
PRÊTS, PLACEMENTS, AVANCES ET AUTRES	5,0	183,0	10,0		198,0
TOTAL - BUDGET D'INVESTISSEMENTS	126,2	1 705,4	314,4	8 200,0	10 346,0
CRÉDITS 2002-2003	24 338,8	111 472,9	26 388,1	42 784,6	204 984,4
AFFECTIF TOTAL	312	994	334	517	2 157
SOURCE : DRFM FICHER : 1-CRE.RFM PAGE 1 DE 1 DATE : 02-03-10					

2. LES FAITS SAILLANTS

MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION

TITRE : LES FAITS SAILLANTS

On trouve essentiellement deux grandes explications quant à la variation à la hausse de 19,8 M \$ du budget de dépenses par rapport à l'année financière 2001-2002 :

	M \$	
1. Une baisse des crédits de 0,7 M \$		
. Création d'une provision gouvernementale pour les dépenses publicitaires	(0,6)	
. Récupération des crédits relatifs à la facturation de la Direction des acquisitions	(0,1)	
		(0,7)
2. Une hausse des crédits de 20,5 M \$		
. Accord Canada-Québec	5,8	
. Mesures de sécurité	3,0	
. Récurrence suite au règlement de la convention collective des professeurs	2,8	
. Communication-Québec (CT 196699)	2,1	
. Report de crédits pour le Curateur public	1,1	
. Indexation salariale	2,0	
. Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis	1,0 ⁽¹⁾	
. Ajustement des crédits de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	1,0	
. Transfert de postes et crédits en provenance de différents ministères	0,8	
. Ajustements divers :	0,9	
.. Masse salariale des cabinets : 540,0 K \$		
.. Ajout de 4 postes et crédits à la Commission d'accès à l'information (CT 196650) : 338,6 K \$	—	
		20,5
		19,8

⁽¹⁾ En 2002-2003, un montant additionnel de 4.0 M \$ est réservé au Fonds de suppléance pour ce programme.

MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION

TITRE : LES FAITS SAILLANTS

Le budget d'investissements passe de 5,0 M \$ en 2001-2002 à 10,4 M \$ en 2002-2003. Il s'agit d'une augmentation de 5,4 M \$ qui s'explique par :

	M \$	
- Un ajout de crédits pour la modernisation de l'infrastructure technologique du Curateur public (CT 197786)	5,8	
- Non-récurrence de crédits liés à des immobilisations en immigration	(0,7)	
- Ajustements divers :	0,3	
. Ajout de crédits pour les technologies de l'information de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse : 227,0 K \$		
. Communication-Québec : 30,0 K \$ (CT 196699)	—	
		5,4

ETC

Effectif régulier

- Transformation de postes occasionnels en postes réguliers (CT 197795 professeurs)	61	
- Transfert de postes en provenance de différents ministères	11	
- Récurrence du CT 197795 pour le Curateur public	47	
- Récurrence du CT 196699 (Communication-Québec)	10	
- Récurrence du CT 196650 (Commission d'accès à l'information)	4	
- Postes transférés au Fonds de l'information gouvernementale	(4)	
		129

Effectif total

- Transfert de postes en provenance de différents ministères	11	
- Récurrence du CT 197795 pour le Curateur public	85	
- Non-récurrence des projets spécifiques du Curateur public	(33)	
- Récurrence du CT 196699 (Communication-Québec)	10	
- Récurrence du CT 196650 (Commission d'accès à l'information)	4	
- Postes transférés au Fonds de l'information gouvernementale	(4)	
		73

MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION

TITRE : MODIFICATION À LA STRUCTURE BUDGÉTAIRE

Pour l'année financière 2002-2003, le ministère a apporté les modifications suivantes à la structure budgétaire :

ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002

Programme 01 - Relations civiques et relations avec les citoyens

Élément 01 - Relations civiques

Élément 02 - Relations avec les citoyens

ANNÉE FINANCIÈRE 2002-2003

Programme 01 - Relations civiques, relations avec les citoyens et gestion de l'identité

Élément 01 - Planification, relations civiques et interculturelles

Élément 02 - Relations avec les citoyens

Élément 03 - Gestion de l'identité et des lois d'accès et de protection des renseignements

3. LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR DIRECTION GÉNÉRALE

FICHE SYNTHÈSE

TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

1. SECTEUR DE LA PLANIFICATION ET DES RELATIONS CIVIQUES ET INTERCULTURELLES

1.1 Objectifs généraux

- Soutenir la planification stratégique, la reddition de comptes et la prise de décision en concertation avec l'ensemble des unités administratives et en fonction des besoins du ministère; assurer la qualité des données officielles et la rigueur des recherches et études ministérielles
- Promouvoir et favoriser la compréhension de même que le respect des droits et libertés de la personne et de la représentation équitable de la diversité dans toutes les sphères de la société; soutenir des actions visant l'élimination du racisme et de la discrimination et contribuer ainsi à la pleine participation de l'ensemble des citoyens
- Conseiller et soutenir administrativement les organismes relevant du ministre, en particulier le Curateur public du Québec, l'Office de la protection du consommateur, le Conseil des relations interculturelles et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

1.2 Modes d'intervention

- L'offre d'une expertise-conseil en matière de gestion axée sur les résultats et l'élaboration pour le ministère des outils appropriés afin de répondre aux exigences du nouveau cadre de gestion (planification, évaluation, reddition de comptes)
- La promotion des droits démocratiques et de la participation civique ainsi que la lutte contre le racisme et la discrimination (le Programme de soutien à la participation civique, la Semaine québécoise de la citoyenneté, les Prix québécois de la citoyenneté, l'Hommage au civisme et le Programme d'échanges entre les jeunes de la Métropole et ceux des régions du Québec)
- La coordination des activités gouvernementales visant à assurer une meilleure représentation de la diversité dans tous les domaines de la vie collective et un soutien à l'implantation des programmes d'accès à l'égalité, sous la responsabilité de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
- L'application du Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis qui octroie une aide financière individuelle aux orphelins et orphelines de Duplessis

FICHE SYNTHÈSE

TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

- Le développement d'une vision prospective (recherche, diffusion des connaissances et rayonnement du ministère, exploitation des sources de données statistiques, vigie et prospective) permettant de combler les besoins de connaissances et d'informations sur les problématiques

2. SECTEUR DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

2.1 Objectifs généraux

- Fournir, à titre de diffuseur et d'éditeur officiel, une information gouvernementale qui tient compte des besoins des citoyens selon le mode d'accès de leur choix
- Favoriser l'accessibilité et la cohérence des communications gouvernementales pour les citoyens en élaborant des normes et des politiques, en coordonnant des activités et en fournissant de l'aide-conseil en communication ainsi qu'en information documentaire aux ministères et organismes du gouvernement
- Contribuer au renouvellement et à la modernisation de la prestation des services publics de première ligne, notamment par la simplification des démarches pour les citoyens

2.2 Modes d'intervention

- L'information à la population sur les services et programmes du gouvernement (production et diffusion par l'entremise du réseau de Communication-Québec, du portail gouvernemental)
- L'édition et la diffusion des publications officielles et ministérielles par les Publications du Québec
- La normalisation des communications gouvernementales (ex : les normes sur la configuration des sites Internet, l'utilisation du drapeau et des emblèmes du Québec, la publicité gouvernementale et l'identification visuelle)
- La coordination des communications gouvernementales en situation d'urgence
- Le soutien et la coordination du renouvellement et de la simplification de la prestation de services aux citoyens

FICHE SYNTHÈSE

TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

3. SECTEUR DE L'IMMIGRATION

3.1 Objectifs généraux

- Recruter, sélectionner et informer les candidats à l'immigration temporaire et permanente au Québec; s'assurer du respect des exigences réglementaires pour les immigrants sélectionnés et soutenir les partenaires dans la détermination ou la révision de l'admissibilité des demandeurs d'asile aux services gouvernementaux
- Favoriser la réunification familiale entre les résidents québécois et les membres de leur famille immédiate et s'assurer du respect des engagements pris à cet égard

3.2 Modes d'intervention

- La promotion à l'étranger en vue de recruter et de sélectionner des personnes dont le profil correspond aux besoins et à la capacité d'accueil du Québec
- L'information sur les processus d'immigration permanente ou temporaire donnée aux candidats à l'immigration, aux résidents du Québec désirant souscrire un engagement pour faciliter la venue d'un proche, aux entreprises souhaitant embaucher un travailleur étranger ainsi qu'aux établissements d'enseignement concernant les étudiants étrangers
- Le traitement des demandes d'immigration permanente, de travail temporaire, d'études, d'engagement, de validation d'emplois temporaires et d'offres d'emplois assurées ainsi que la délivrance des certificats de situation statutaire pour les demandeurs d'asile
- Le soutien et le conseil aux candidats sélectionnés

FICHE SYNTHÈSE

TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

4. SECTEUR DE L'INTÉGRATION ET DE LA RÉGIONALISATION

4.1 Objectif général

- Offrir des services d'intégration et de francisation visant à permettre aux nouveaux arrivants de s'inscrire dans les réseaux francophones de la société québécoise, de remplir leurs obligations civiques et de contribuer au développement de leur milieu
- Favoriser l'attraction et l'établissement durable des immigrants dans les régions hors du Montréal métropolitain et dans la Capitale-Nationale de façon à ce que l'ensemble du Québec profite de l'apport de l'immigration.

4.2 Modes d'intervention

- L'information sur les services d'immigration et d'intégration donnée en divers lieux (à l'aéroport, dans les carrefours d'intégration) ou par différents modes de prestation (sur place, par téléphone, par Internet, par la poste ou par le biais de documents d'information)
- Les services liés aux parcours d'intégration des immigrants à la société québécoise, plus particulièrement :
 - le soutien aux premières démarches d'établissement (sessions d'information individuelles et de groupes, établissement du parcours d'intégration de l'immigrant en fonction de ses besoins et, le cas échéant, référence aux partenaires pour l'obtention des services appropriés)
 - les services de francisation (formation à temps plein et à temps partiel dans les carrefours d'intégration, services de francisation en milieu de travail, référence à des établissements d'enseignement supérieur pour les clientèles plus scolarisées, référence à des ONG, allocations de soutien à la formation des immigrants, instrumentation des partenaires)
 - le soutien à l'intégration sociale et économique (recherche de logement, activités visant la préparation à l'obtention d'un emploi, délivrance d'avis d'équivalence d'études, conseils aux projets d'affaires, sessions d'information sur les codes et valeurs de la société québécoise, instrumentation des partenaires)

SOURCE : DPS

FICHIER : 3-OBJ.DPS

PAGE 4 DE 10

DATE : 2002-03-20

FICHE SYNTHÈSE

TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

- les services d'accompagnement pour l'établissement en région (information aux immigrants et aux intervenants régionaux, soutien à l'insertion professionnelle, rencontres avec les intervenants régionaux axées sur la détermination des besoins régionaux en main-d'œuvre et de critères éventuels de sélection des immigrants)

- Les avis et l'information aux institutions québécoises en matière d'immigration et d'intégration (information, formation des partenaires et soutien visant l'appropriation par ceux-ci de l'expertise liée à l'intégration des immigrants et une meilleure connaissance de leurs besoins spécifiques)
- Les services liés aux ententes de sécurité sociale, négociées avec des gouvernements étrangers et visant à faciliter l'accès à une rente à laquelle des Québécois ayant travaillé à l'étranger ont droit
- La délivrance de certificats d'assujettissement aux travailleurs québécois détachés à l'étranger pour leur permettre de continuer à bénéficier des mesures québécoises de sécurité sociale

5. SECTEUR DE LA GESTION DE L'IDENTITÉ ET DES LOIS D'ACCÈS ET DE PROTECTION

5.1 Objectif général

- Faire la promotion de l'accès des citoyens aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels détenus par les organismes publics et par le secteur privé
- Soutenir les ministères et organismes dans l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*; conseiller et soutenir administrativement la Commission d'accès à l'information
- Gérer le registre de l'état civil afin d'assurer l'intégrité de l'identité des citoyens et des actes qui y sont inscrits et leur accessibilité conformément à la loi

SOURCE : DPS

FICHIÈRE : 3-OBJ.DPS

PAGE 5 DE 10

DATE : 2002-03-20

FICHE SYNTHÈSE

TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

5.2 Modes d'intervention

En matière de gestion de l'identité ainsi que des lois d'accès aux documents des organismes publics et de protection des renseignements personnels, le ministère assume notamment les activités suivantes :

- Coordination et suivi du Plan d'action gouvernemental en matière de protection des renseignements personnels et plus particulièrement :
 - mise sur pied, animation et développement de deux réseaux regroupant les responsables de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels de 107 ministères et organismes ;
 - développement et maintien de programmes permanents et ponctuels de formation à l'intention des responsables et du personnel des ministères et organismes ;
 - coordination du développement et de la diffusion d'outils de gestion et d'outils de liaison et d'information à l'intention des responsables dans les ministères et organismes, afin de les soutenir dans l'accomplissement de leurs responsabilités.
- Support conseil de niveau gouvernemental en matière d'accès aux documents et de protection des renseignements personnels et développement de partenariats afin de favoriser la promotion et la diffusion d'information en ces matières.
- Veille stratégique en matière de législation relative à l'accès aux documents et à la protection des renseignements personnels et soutien au ministre responsable lors des modifications et révisions de la législation québécoise.

Application des articles du Code civil du Québec relatifs aux tâches et responsabilités qui sont confiées au Directeur de l'état civil et au ministre responsable de l'état civil, notamment en assurant l'intégrité du registre de l'état civil, en procédant aux inscriptions prévues à la loi, en délivrant les autorisations à célébrer les mariages et en procédant à la délivrance des copies d'acte, des certificats et des attestations relatives au registre, dans le respect de la confidentialité des renseignements personnels.

SOURCE : DPS

FICHER : 3-OBJ.DPS

PAGE 6 DE 10

DATE : 2002-03-20

FICHE SYNTHÈSE

TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

6. BUREAU DE LA SOUS-MINISTRE ET DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION

6.1 Objectifs généraux

6.1.1 Secrétariat général

- Assister et conseiller la sous-ministre et les sous-ministres associés et adjoints dans la conduite des affaires courantes du ministère et dans les relations avec le cabinet du ministre, le ministère du Conseil exécutif, le Secrétariat du Conseil du trésor

6.1.2 Direction des affaires juridiques (ministère de la Justice)

- Soutenir et conseiller les autorités ministérielles et l'ensemble des unités administratives du ministère en matière de services juridiques et de législation et représenter le ministre devant les tribunaux

6.1.3 Vérification interne

- Concevoir, élaborer et appliquer les programmes de vérification

6.1.4 Direction des affaires publiques et des communications

- Assister et conseiller les autorités et l'ensemble des unités administratives du ministère en matière de communication et d'affaires publiques

6.1.5 Direction des ressources humaines

- Soutenir et conseiller les autorités et l'ensemble des unités administratives du ministère en matière de gestion de ressources humaines

6.1.6 Direction générale de l'administration

- Soutenir et conseiller les autorités et l'ensemble des unités administratives du ministère en matière de gestion de ressources financières, matérielles et informationnelles

SOURCE : DPS

FICHER : 3-OBJ.DPS

PAGE 7 DE 10

DATE : 2002-03-20

FICHE SYNTHÈSE

TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

6.2 Modes d'intervention

6.2.1 Secrétariat général

- Coordonner et assurer la préparation et le suivi des réunions du Bureau de la sous-ministre (BSM) et des réunions de la ministre avec le ministre
- Assurer la liaison avec le ministère du Conseil exécutif, ainsi que la gestion des affaires liées à l'agenda gouvernemental et au calendrier parlementaire. Orienter et coordonner le cheminement des mandats en provenance des cabinets, de la sous-ministre, de l'appareil gouvernemental, de ministères et organismes, de la population
- Assurer l'étude, l'analyse et le suivi des dossiers relatifs aux relations fédérales-provinciales, interprovinciales et internationales; assurer la coordination des relations ministérielles avec les ministères et organismes
- Administrer, pour le ministère, la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*
- Traiter les plaintes conformément à la *Politique ministérielle de gestion des plaintes* et assurer la coordination ministérielle du dossier des plaintes.

6.2.2 Direction des affaires juridiques

- Fournir les avis, opinions et conseils juridiques portant sur les lois et règlements dont l'application incombe au ministère ainsi que sur toute question reliée à ses activités

FICHE SYNTHÈSE

TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

- Participer à l'élaboration ou à la modification des lois et règlements sous la responsabilité du ministre et du ministère; en assurer la rédaction ainsi que celle de certains décrets et arrêtés ministériels
- Vérifier les ententes ou contrats, leur conformité aux lois et règlements pertinents, à l'occasion en rédiger et participer aux négociations
- Assumer la représentation du ministre lorsque ses décisions sont contestées devant le Tribunal administratif du Québec et agir comme conseil auprès des directions des contentieux de la Procureure générale du Québec lorsque des recours sont intentés contre le ministre devant les tribunaux judiciaires

6.2.3 Vérification interne

- Informer et conseiller la sous-ministre sur la conformité des activités du ministère eu égard aux lois, aux règlements et aux procédures en vigueur et l'assurer que les ressources humaines, matérielles et informationnelles sont administrées avec économie, efficience et efficacité
- Fournir des recommandations, des conseils et du soutien en matière notamment de contrôle, de sécurité de l'information électronique et d'analyse financière

6.2.4 Direction des affaires publiques et des communications

- Élaborer des stratégies de communication et d'affaires publiques et en coordonner la mise en œuvre auprès du personnel, des clientèles et de la population en général sur la loi, la mission, les objectifs, les politiques, les programmes, les services et les activités du ministère
- Assurer la gestion de la diffusion des documents de nature privée ou publique qui sont conservés au Centre de documentation et au Centre de gestion documentaire

6.2.5 Direction des ressources humaines

- Assurer les services de développement, d'aide aux employés, d'accès à l'égalité, de paie, de gestion des avantages sociaux, de relations de travail, d'organisation administrative et de dotation, et élaborer les politiques de gestion des ressources humaines

FICHE SYNTHÈSE

TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

6.2.6 Direction générale de l'administration

- Coordonner le plan de modernisation de la fonction publique pour de meilleurs services aux citoyens et assurer l'implantation du projet GIREs
- Planifier et coordonner les activités reliées au budget, au contrôle des engagements et des dépenses et à la préparation des états financiers; proposer et implanter un plan de gestion financière, procurer aux unités administratives les espace, les biens et les services requis
- Assurer le développement, l'exploitation et l'entretien des systèmes d'information du ministère; assurer la gestion du parc informatique du ministère
- Assurer les liaisons nécessaires avec les organismes centraux et les autres ministères et organismes du gouvernement

SOURCE : DPS

FICHER : 3-OBJ.DPS

PAGE 10 DE 10

DATE : 2002-03-20

4. LES CRÉDITS DÉTAILLÉS 2002-2003

**MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS
ET DE L'IMMIGRATION
CRÉDITS DÉTAILLÉS 2002-2003
EN '000 \$**

SOMMAIRE MINISTÉRIEL

BUDGETS/ SUPERCATÉGORIES/ CATÉGORIES	PROGRAMME 01	PROGRAMME 02	PROGRAMME 03	PROGRAMME 04	TOTAL
BUDGET DE DÉPENSES					
RÉMUNÉRATION					
Traitements	15 438,7	62 509,4	19 840,8	26 198,8	123 987,7
FONCTIONNEMENT					
Loyers de la S.I.Q.		8 838,6	2 881,1	2 330,0	14 049,7
Amortissement	369,3	2 551,7	230,0	2 100,0	5 251,0
Autres dépenses	4 458,0	15 959,5	2 856,4	5 555,8	28 829,7
Sous-total - Fonctionnement	4 827,3	27 349,8	5 967,5	9 985,8	48 130,4
TRANSFERT	4 315,9	22 460,0	495,4		27 271,3
CRÉANCES DOUTEUSES				500,0	500,0
TOTAL - BUDGET DE DÉPENSES	24 581,9	112 319,2	26 303,7	36 684,6	199 889,4
BUDGET D'INVESTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS	121,2	1 522,4	304,4	8 200,0	10 148,0
PRÊTS, PLACEMENTS, AVANCES ET AUTRES	5,0	183,0	10,0		198,0
TOTAL - BUDGET D'INVESTISSEMENTS	126,2	1 705,4	314,4	8 200,0	10 346,0
EFFECTIF TOTAL	312	994	334	517	2 157

**MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS
ET DE L'IMMIGRATION**
CRÉDITS DÉTAILLÉS 2002-2003
EN '000 \$

**PROGRAMME 01 - RELATIONS CIVIQUES ET RELATIONS AVEC LES CITOYENS
ET GESTION DE L'IDENTITÉ**

BUDGETS/ SUPERCATÉGORIES/ CATÉGORIES	RELATIONS CIVIQUES ÉLÉMENT 01	RELATIONS AVEC LES CITOYENS ÉLÉMENT 02	GESTION DE L'IDENTITÉ ET DES LOIS D'ACCÈS ET DE PROTECTION DES RENSEI- GNEMENTS ÉLÉMENT 03	TOTAL PROGRAMME 01
BUDGET DE DÉPENSES				
RÉMUNÉRATION				
Traitements	2 822,8	11 613,6	1 002,3	15 438,7
FONCTIONNEMENT				
Loyers de la S.I.Q.		369,3		369,3
Amortissement	1 000,6	2 445,4	1 012,0	4 458,0
Autres dépenses				
Sous-total - Fonctionnement	1 000,6	2 814,7	1 012,0	4 827,3
TRANSFERT	4 115,9		200,0	4 315,9
CRÉANCES DOUTEUSES				
TOTAL - BUDGET DE DÉPENSES	7 939,3	14 428,3	2 214,3	24 581,9
BUDGET D'INVESTISSEMENTS				
IMMOBILISATIONS		121,2		121,2
PRÊTS, PLACEMENTS, AVANCES ET AUTRES		5,0		5,0
TOTAL - BUDGET D'INVESTISSEMENTS		126,2		126,2
EFFECTIF TOTAL	59	240	13	312
SOURCE : DRFM	FICHER : 4-CRE.PRO.RFM		PAGE 2 DE 5	DATE : 02-03-10

**MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS
ET DE L'IMMIGRATION**
CRÉDITS DÉTAILLÉS 2002-2003
EN '000 \$

PROGRAMME 02 - IMMIGRATION, INTÉGRATION ET RÉGIONALISATION

BUDGETS/ SUPERCATÉGORIES/ CATÉGORIES	IMMIGRATION ÉLÉMENT 01	INTÉGRATION ET RÉGIONALISATION ÉLÉMENT 02	DIRECTION ET SERVICES ADMINISTRATIFS ÉLÉMENT 03	TOTAL PROGRAMME 02
BUDGET DE DÉPENSES				
RÉMUNÉRATION				
Traitements	11 256,9	34 472,6	16 779,9	62 509,4
FONCTIONNEMENT				
Loyers de la S.I.Q.			8 838,6	8 838,6
Amortissement			2 551,7	2 551,7
Autres dépenses	672,9	7 375,0	7 911,6	15 959,5
Sous-total - Fonctionnement	672,9	7 375,0	19 301,9	27 349,8
TRANSFERT		22 000,0	460,0	22 460,0
CRÉANCES DOUTEUSES				
TOTAL - BUDGET DE DÉPENSES	11 929,8	63 847,6	36 541,8	112 319,2
BUDGET D'INVESTISSEMENTS				
IMMOBILISATIONS	66,0	27,0	1 429,4	1 522,4
PRÊTS, PLACEMENTS, AVANCES ET AUTRES	1,0	175,0	7,0	183,0
TOTAL - BUDGET D'INVESTISSEMENTS	67,0	202,0	1 436,4	1 705,4
EFFECTIF TOTAL	151	644	199	994
SOURCE : DRFM	FICHER : 4-CRE.PRO.RFM		PAGE 3 DE 5	DATE : 02-03-10

**MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS
ET DE L'IMMIGRATION**
CRÉDITS DÉTAILLÉS 2002-2003
EN '000 \$

PROGRAMME 03 - CONSEIL ET ORGANISMES DE PROTECTION RELEVANT DU MINISTRE

BUDGETS/ SUPERCATÉGORIES/ CATÉGORIES	OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSUMMATEUR ÉLÉMENT 01	COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMA- TION ÉLÉMENT 02	CONSEIL DES RELATIONS INTERCUL- RELLES ÉLÉMENT 03	COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE ÉLÉMENT 04	TOTAL PROGRAMME 03
BUDGET DE DÉPENSES					
RÉMUNÉRATION					
Traitements	6 215,2	3 224,3	539,2	9 862,1	19 840,8
FONCTIONNEMENT					
Loyers de la S.I.Q.	984,7	450,8	110,2	1 335,4	2 881,1
Amortissement	141,1	42,1	1,0	45,8	230,0
Autres dépenses	812,3	369,1	36,4	1 638,6	2 856,4
Sous-total - Fonctionnement	1 938,1	862,0	147,6	3 019,8	5 967,5
TRANSFERT	495,4				495,4
CRÉANCES DOUTEUSES					
TOTAL - BUDGET DE DÉPENSES	8 648,7	4 086,3	686,8	12 881,9	26 303,7
BUDGET D'INVESTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS	33,4	7,0	2,0	262,0	304,4
PRÊTS, PLACEMENTS, AVANCES ET AUTRES	1,0	5,0	1,0	3,0	10,0
TOTAL - BUDGET D'INVESTISSEMENTS	34,4	12,0	3,0	265,0	314,4
EFFECTIF TOTAL	117	53	9	155	334

**MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS
ET DE L'IMMIGRATION
CRÉDITS DÉTAILLÉS 2002-2003
EN '000 \$**

PROGRAMME 04 - CURATEUR PUBLIC

BUDGETS/ SUPERCATÉGORIES/ CATÉGORIES	CURATEUR PUBLIC ÉLÉMENT 01	TOTAL PROGRAMME 04
BUDGET DE DÉPENSES RÉMUNÉRATION Traitements FONCTIONNEMENT Loyers de la S.I.Q. Amortissement Autres dépenses Sous-total - Fonctionnement TRANSFERT CRÉANCES DOUTEUSES	 26 198,8 2 330,0 2 100,0 5 555,8 9 985,8 500,0	 26 198,8 2 330,0 2 100,0 5 555,8 9 985,8 500,0
TOTAL - BUDGET DE DÉPENSES	36 684,6	36 684,6
BUDGET D'INVESTISSEMENTS IMMOBILISATIONS PRÊTS, PLACEMENTS, AVANCES ET AUTRES	 8 200,0	 8 200,0
TOTAL - BUDGET D'INVESTISSEMENTS	8 200,0	8 200,0
EFFECTIF TOTAL	517	517
SOURCE : DRFM	FICHER : 4-CRE.PRO.RFM	PAGE 5 DE 5
		DATE : 02-03-10